

Rapport sur la contribution du projet PAGE à la mise en
place du plate-forme de discussions techniques/
Association des professionnels et spécialistes en
Evaluation Environnementale

JUIN 2002

ANDRIAMBOAVONJY Evah

Table des Matières

	Page
Contexte et justification de la mise en place de l'Association des professionnels et spécialistes en évaluation environnementale	2
Résultats obtenus en Février 2002	2
Les points forts de ces tables rondes	7
Les points faibles de ces tables rondes	7
Les perspectives après PAGE	7
Annexe	
Annexe 1 : Les résultats escomptés du volet EIE du projet PAGE	
Annexe 2 : Les termes de référence du cabinet GLW relatifs à la réalisation des tables rondes	
Annexe 3 : Liste des personnes qui se sont proposées pour faire partie du groupe de travail	
Annexe 4 : Ressource financière disponible pour le groupe de travail	
Annexe 5 : Compte rendu de la 1 ^{ère} table ronde (extrait)	
Annexe 6 : Compte rendu de la 2 ^{ième} table ronde (extrait)	

Contexte et justification de la mise en place de l'Association des professionnels et spécialistes en Evaluation Environnementale

Le cadre institutionnel législatif et réglementaire de l'évaluation environnementale (EE) d'un pays comprend généralement les 4 éléments ci-après :

1. Les textes et réglementations relatifs à l'évaluation environnementales
2. Les institutions administratives de l'Etat et établissements publics responsables de l'EE dont les principaux rôles sont généralement
 - la sensibilisation
 - contrôle de la qualité des études d'impacts
3. Les associations de professionnels et spécialistes en EE dont les principaux rôles sont :
 - de veiller à la collaboration du secteur public et privé lors des évaluations environnementales
 - au développement professionnel de ses membres
 - d'exercer une influence en faveur de la qualité des études environnementales
4. Les ONG oeuvrant dans le domaine de l'environnement qui assurent des activités de sensibilisation, de promotion et de mobilisation. Elles peuvent fournir des données de base et peuvent aussi participer à l'examen et à l'évaluation des rapports d'études d'impacts.

Le Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement (PAGE) pour atteindre ses principaux résultats (Annexe 1) a réalisé diverses activités touchant les 4 domaines mentionnés ci-dessus.

Pour le cas de Madagascar, selon Koassi d'ALMEIDA , Madagascar figure parmi les pays disposant d'associations professionnelles en évaluation environnementale (IEPF & Secrétariat francophone AIEI – IAIA, (2001), « Cadre institutionnel législatif et réglementaire de l'évaluation environnementale dans les pays francophones d'Afrique et de l'Océan Indien : Les indicateurs de fonctionnalité, les écarts fondamentaux et les besoins prioritaires – essai de typologie », Montréal). Toutefois ces associations ne sont pas actives et peu connues par les praticiens et les spécialistes

Ainsi à l'initiative d'un collectif de patriciens (issus des institutions publiques et privées) en étude d'impact dans l'objectif surtout du renforcement des compétences professionnelles en matière de réalisation des études d'impacts , et avec l'appui du projet PAGE , une série de Tables rondes sur les Etudes d'Impacts Environnementaux devra être réaliser durant l'année 2001.

Pour la réalisation proprement dite de ces tables rondes (préparation, organisation et réalisation), PAGE a fait appel aux travaux de consultation du cabinet GLW conseil selon les termes de référence figurant dans l'Annexe 2.

Résultats obtenus en Février 2002

Parmi les 4 Tables rondes prévues, 2 ont été réalisées dont les principaux résultats figurent dans le tableau ci-après :

Remarques générales concernant les tables rondes

- La participation à ces tables rondes étaient payantes (25000 Fmg /participant), toutefois les personnes issues des divers départements ministériels ainsi que les participants aux divers ateliers ne sont pas concernées à ce frais de participation
- Durant la phase « préparation » des 2 tables rondes, l'organisation ci-après ont été faite

Rubrique	Intervenants
Définition du programme de chaque table-ronde	GLW et PAGE
Formulation des insertions dans les journaux et de la lettre des invitations	GLW et PAGE

Envoi des invitations	PAGE
Contact des intervenants	GLW et PAGE
Rédaction du compte rendu de chaque table ronde	GLW

- Des stands d'exposition ont été aussi organisés. Le nombre d'exposant est de 12 et 3 respectivement pour la 1^{ère} et 2^{ième} Table ronde

Tableau récapitulatif des tables rondes

Date de la table ronde	Organisation	Publicité	Nombre des participants	Thèmes abordés	Exposants/Animation	Considérations, conclusions et recommandations
16 Janvier 2001 CNEAGR Nanisana	<u>Logistique</u> : PAGE <u>Inscription</u> : GLW <u>Accueil</u> : GLW <u>Facilitateur</u> : GLW <u>PV</u> : GLW	- Insertion dans les journaux - Envoi des invitations	109 dont 80 (74%) issus des BE, Sociétés, consultants	<u>Thèmes abordés</u> : - Le contexte de l'EIE à Madagascar - Les difficultés techniques rencontrées par les consultants et les cabinets pour la réalisation d'une EIE	<u>Présentation et animation</u> : Levy Rakotoarison et GLW <u>Invités à la table ronde</u> - Mme Ramanampisoa Lalaniriana, PDM - Mme MANON Vincelette, Société QIT FER - Mme RAMOMA, CNRE - M FENO Jean Paul, ONE - M Guy RAZAFINDRALAMBO, Cabinet DIRE - M HAVALLE, Société ACB - M Jesse RANDRIANARISOA, ONG Làlana - M TSARAMODY Alfredo, MIA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité des données de base pour la réalisation des études et impact sur le coût de réalisation des études ▪ Données de base et canevas de réalisation de EIE ▪ Délai de traitement du dossier par l'Administration ▪ Prochaines cessions organisation des ateliers plus techniques (touchant les domaines minier et tourisme)
31 Mai 2001 CNEAGR Nanisana	<u>Logistique</u> : PAGE <u>Inscription</u> : GLW <u>Accueil</u> : GLW <u>Animation</u> : GLW <u>PV</u> : GLW	- Insertion dans les journaux - Envoi des invitations	69	<u>Atelier 1</u> : La mise en conformité des exploitations minières existantes et l'élaboration des PREE : comment y arriver ?	<u>Animation</u> : - Razafindralambo Guy - Razafintsalama Lalalison	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réflexion sur le cadrage des études d'impacts au niveau du secteur minier : EIE, PREE et mise en conformité touchant les volets : réalisation du dossier, procédure d'évaluation, acteurs concernés, PGE , suivi, ...

				<p><u>Atelier 2</u> : EIE des zones d'intérêts touristiques : intérêts ?</p>	<p><u>Animation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kalo Rasendratirofo - Rakotoarison Levy 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réflexion sur les études d'impacts stratégiques, ▪ Pace et contenu des EIE pour chaque parcelle de la ZIE ▪ Importance des dimensions sociales dans les EIE
				<p><u>Table ronde</u> : Les EIE sont elles efficaces</p>	<p><u>Invités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur RAZAFINTSALAMA Lalalison, PRSM - M RAFOMANANA Georges, Directeur Général , Ministère de l'Environnement - Mme RAZANAMANANA RAKOTOMANANA, Directeur Général , Ministère du Tourisme - M ANDRIANAIVOMAHEFA Paul, Chef de la Cellule MECIE, ONE - Monsieur RAKOTOVAO Wilfred, LEMURIA Sarl - Madame RANAIVOARISOA Lala, Maire de la Commune de Tanjombato - Mme Kalo Flipo RASENDRATSIROFO, Département Environnement, - M RAKOTOARISON Levy, Directeur , Cabinet GLW Conseil 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Efficacité de l'EIE et de son application ▪ Est ce qu'on a une volonté réelle d'appliquer une politique rationnelle de gestion de l'environnement ? ▪ Incohérence des textes environnementaux ▪ Rôles et compétences des différents acteurs ▪ Autres points techniques : <ul style="list-style-type: none"> ○ Outils techniques que possède l'Administration pour faire respecter la loi ? ▪ Proposition Plusieurs participants ont émis leur souhait pour la constitution du groupe de travail pour approfondir ces questions et éventuellement, proposer des solutions à examiner avec les autorités.

<p>Situation en Février 2002</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quelques personnes ont répondu pour faire partie du groupe de travail dont la liste figure en annexe 3 ▪ Aucune réunion n'a été faite pour ces personnes concernées ▪ La période des vacances annuelles (juillet-Septembre 2001), le calendrier de réalisation des diverses activités relatives aux domaines EIE au niveau de projet PAGE (formation et sensibilisation EIE : octobre-novembre 2002, évaluation du dossier QMM), ainsi que la conjoncture politique à Madagascar (période avant élection (novembre-décembre2001) et après élection (décembre 2001 et février 2002)) n'ont pas permis de réaliser d'autres tables rondes
<p>Période Extension de PAGE : Mars 2002 à Mai 2002</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La mise en place du plate forme d'échange ne fait plus partie des activités à réaliser au niveau du projet PAGE pour cette période d'extension étant-donné la conjoncture et la situation politique à Madagascar

Les points forts de ces tables rondes

- Forte participation des professionnels et des spécialistes dans le domaine d'évaluation environnementale autant du secteur public que du secteur privé
- Identification au moins des divers points à approfondir touchant le domaine de l'évaluation environnementale
- Proposition de la mise en place d'un groupe de travail (personnes issues du secteur public et privé) pour approfondir les diverses questions posées durant les tables rondes
- Disposition d'une base de données (même partiellement) des personnes qui s'intéressent à l'évaluation environnementale à Madagascar
- L'existence des stands d'exposition ont permis aux divers participants d'avoir plus d'informations sur le domaine d'évaluation environnementale
- Organisationnel et logistique
 - La médiatisation (assez coûteuse) des invitations s'avère efficace
 - La durée de chaque table ronde (de 8h30 jusqu'à 14h30) semble convenir aux divers participants
 - L'envoi et la mise à la disposition des comptes rendus de chaque table ronde aux participants étaient appréciés
- Disposition d'une ressource financière pour la mise en place et fonctionnement du groupe de travail

Les points faibles de ces tables rondes

- Ces 2 tables rondes n'ont pas permis de mettre en place ni le groupe de travail (proposé durant la 2^{ème} table ronde) ni l'association des professionnels et spécialistes en évaluation environnementale.
- La non réalisation des 2 dernières tables rondes est due surtout aux contraintes temps et la « crise » à Madagascar
- La non réalisation de la réunion du groupe de travail proposé lors de la dernière table ronde. Actuellement, est ce que ces personnes intéressées travaillent encore dans le domaine ? ont-elles encore le même élan ? le même dynamisme ? sont-elles encore motivées ? ont elles encore les mêmes intérêts à court terme ?
- Organisationnel et logistique
 - Lieu de réalisation de chaque table ronde : à l'écart du centre ville, possibilité d'accès assez difficile
 - Pour la deuxième atelier : la mise à la disposition des supports sur papier aux participants pour chaque atelier (1 et 2) était souhaitable
 - Des problèmes de sonorisation qu'on avait constaté lors de la 1^{ère} table ronde , ont été remédiés lors de la deuxième séance

Perspectives après PAGE

Comme le projet PAGE prend fin en mai 2002, ci après quelques recommandations et propositions concernant la mise en place tout d'abord du groupe de travail, ou d'un plate forme technique de discussion et éventuellement plus tard, l'association nationale des professionnels et des spécialistes malgaches en évaluation environnementale qui permettra de renforcer surtout les compétences et d'assurer une dynamique de développement de la bonne pratique en études d'impacts environnementaux.

En effet, l'existence de cette association ou cette plate forme de discussion technique permettra surtout d'améliorer la qualité des études d'impacts en participant au développement professionnel de ses membres et en veillant à la collaboration du secteur public dans les procédures des études d'impacts.

Ainsi,

1. Au temps opportun, les personnes figurant dans l'annexe 3 ou autres personnes ressources s'organisent pour réaliser une ou des réunions pour déterminer
 - Si la mise en place d'un groupe de travail tel qu'il a été proposé est-elle encore nécessaire au contexte actuel ?

- Etant donné la disponibilité d'une certaine ressource financière (ressource collectée lors des 2 tables rondes), l'organisation des réunions ou même un atelier est faisable dans un premier temps
 - Ce groupe de travail et/ou cette plate forme technique de discussion définira plus tard si la mise en place d'une association est utile ou pas
2. Ce groupe de travail comme son nom l'indique définira sa propre organisation et ses objectifs en se référant surtout aux intérêts communs de ses membres dans le domaine de l'évaluation environnementale et aux diverses questions qui ont été posées durant les deux tables rondes. Des points qui méritent d'être soulignés que comme dans tout groupement la définition des objectifs clairs et compris par ses membres sont source de motivation pour le développement et la raison d'être d'un groupement.
3. Toutefois, étant donné les rôles (rôle de sensibilisation, d'échange d'information et d'expérience, de mobilisation et de collaboration avec le secteur public) que devront jouer ce groupe de travail et/ou ce plate forme de discussion au niveau du cadre institutionnel et législatif de l'évaluation environnementale à Madagascar, des appuis des institutions gouvernementales (telles que l'ONE, le Ministère chargé de l'Environnement, ...) sont plus que souhaitables.

Quel genre d'appuis ?

Au niveau national :

Ces institutions devront jouer le rôle de facilitateur dans le cadre des échanges d'expériences professionnelles qui contribuent au renforcement des capacités afin d'agir plus efficacement pour atteindre les objectifs souhaités d'où la nécessité de soutenir la création du plate- forme de discussion.

Une des forces de toutes associations ou organisations est la mise en commun des connaissances et des compétences dans les meilleurs délais par la disponibilité de ses ressources particulièrement ses ressources humaines par l'accès à une base de données d'experts au niveau régional et national, voire au niveau international.

Compte tenu du contexte actuel, mondialisation, niveau d'exigence élevé aussi bien en matière de qualité que de délai dans l'exécution des taches est la mise en place d'un réseau de compétences est d'une première priorité.

Au niveau international

L'appui des institutions gouvernementales pour la mise en place d'un réseau de compétences devrait aussi s'effectuer au niveau régional et international.

4. Madagascar comme beaucoup de pays qui ont des problèmes environnementaux nécessitant des actions coûteuses et à long terme doivent intégrer dans leur approche la pérennisation de leur démarche. En conséquence, les acteurs (nationaux et internationaux) doivent innover pour rendre effectifs les objectifs.

ANNEXE 1

LES RESULTATS ESCOMPTES DANS LE VOLET EIE Du PROJET PAGE

- ⇒ Augmenter la proportion de nouveaux investissements miniers et touristiques répondant aux exigences de réalisation d'EIE/PREE
- ⇒ Amélioration de la qualité des EIE/PREE dans les secteurs du tourisme et des mines
- ⇒ Le nombre de consultants capables de mener une EIE/PREE augmente
- ⇒ Amélioration de la qualité et de l'opportunité d'évaluation des EIE/PREE par le gouvernement
- ⇒ Le public devient plus actif en influençant le processus EIE/PREE et dans le suivi des EIE/PREE
- ⇒ L'EIE stratégique est employée pour réduire les impacts négatifs sur l'environnement des investissements dans une région, et les leçons apprises sont transférées à d'autres régions

ANNEXE 2

Les termes de référence relatifs à la préparation et l'organisation des tables rondes

I- INTRODUCTION

On constate que huit ans après l'adoption du décret 92- 926 instaurant les EIE, l'application de cette procédure est restée assez aléatoire. En effet beaucoup d'activités soumises à EIE sont réalisées sans passer par la procédure.

D'un autre côté, les «spécialistes» nationaux ne sont pas suffisamment nombreux même en ce qui concerne les secteurs – clé de l'investissements à Madagascar comme les mines, le textile et le tourisme.

Grâce aux programmes de formations commencés depuis 1992 on retrouve sur le marché des prestations de service quelques techniciens en EIE. Toutefois, il faudrait viser l'atteinte d'une certaine masse critique capable d'assurer une dynamique de développement de la bonne pratique en EIE.

Un constat quasi unanime s'accorde à reconnaître que le développement de l'EIE passe par le renforcement des compétences et par une certaine «démocratisation» de la pratique de l'EIE.

Il apparaît que l'établissement d'une plate-forme technique de discussion pourrait en constituer la base.

La présente activité consiste en l'organisation et l'animation d'une plate-forme par le biais d'une série de 4 séminaires débat sur les EIE.

II- OBJECTIF

L'objectif général consiste à favoriser l'émergence d'un intérêt pour la bonne pratique en EIE et aussi le développement quantitatif des études par la multiplication des praticiens qui travaillent dans les «normes».

Le public visé est constitué principalement par les consultants nationaux et bureaux d'étude et les promoteurs travaillant dans les études d'impact environnemental :

L'atteinte de l'objectif serait caractérisée par un besoin exprimé pour la formalisation de la plate-forme.

Il s'agirait de lancer un processus d'échange d'information entre les participants sur leurs expériences respectives :

- Information réciproque sur des aspects techniques de l'EIE,
- Apports et recherches personnels,
- Etude de cas,
- Discussions techniques sur des points difficiles,
- Discussions sur les études réalisées,
- Réflexion sur l'application de la Mécie, du PGE, . . .

III- METHODOLOGIE

Il est donc prévu d'organiser une série 4 tables rondes.

Chaque session se focalisera sur un aspect particulier de l'EIE et de sa problématique.

L'expérience des difficultés de la mise en œuvre de l'EIE à Madagascar nous suggère quelques thèmes. En effet les résistances perçues au niveau de la bonne marche de la procédure se résument en quelques points.

1- Les Informations :

Insuffisance des informations qui enduit une connaissance tardive des obligations réglementaires.

2- La Gouvernance :

Les promoteurs estiment que, de manière générale l'obligation de respecter l'environnement n'est pas appliquée de manière égalitaire.

L'EIE ne serait qu'une formalité de plus et que vue la dégradation générale de l'environnement, ce que le promoteur va générer ne changera rien et en tous les cas sera toujours largement compensé par la création d'emploi, de biens, . . .

L'absence de références réglementaires comme les normes, les guides, les schémas d'aménagement, donne une impression de flou et favorise la méfiance vis à vis de l'administration.

3- Les Coûts :

L'EIE se traduit toujours par un sur-coût que tout le monde veut éviter.

4- Expertise :

Existe-t-il des compétences nationales dans le domaine ? Les consultants nationaux sont-ils suffisamment formés en EIE ?

5- Compétences et sensibilisation :

L'insuffisance des compétences au sein de l'administration.

Ces réflexions nous conduisent au choix des thèmes des débats.

IV- LES TABLES RONDES

1- Les thèmes :

1^{er} Débat : (50 personnes)

Thème 2 : Les difficultés rencontrées par les cabinets et consultants dans la réalisation d'une E.I.E.

2^{ème} débat : (50 personnes)

Thème 1 : Les EIE coûtent-elles chères ?

3^{ème} Débat : (70 personnes)

Thème 1 : La population et les EIE.

4^{ème} Débat : (70 personnes)

Thème 3 : La place de l'information pour la réalisation de l'EIE.

2- Organisation des sessions :

Afin de mettre les participants sur un minimum d'informations partagées, la première session sera précédée d'un rappel rapide de la notion d'EIE.

Chaque session sera divisée en trois parties :

- a) La première partie sera consacrée à une courte présentation en relation avec le thème, suivie de quelques questions.

Les présentations proposées sont :

- La pratique de l'EIE à Madagascar (statistiques, évolution, personnes ressources)
- Réalisation d'une EIE, expérience d'un promoteur.
- Evaluation d'une EIE, le parcours d'un dossier.
- Les populations, acteurs du processus d'EIE.

Les présentations seront confiées à des personnes ressources à identifier avec le projet.

- b) La deuxième partie est réservée à une table ronde qui est organisée comme suit :

- **Thème** : Un thème est consacré à chaque session (voir point 1 de IV)
- **Animation** : Un animateur est chargé d'initier la discussion et éventuellement de l'orienter.
- **Participants** : Les débats se dérouleront entre 5 à 8 personnes choisies pour leur expériences.

- Assistance : Les débats se passeront devant une assistance qui pourront poser des questions à la fin du débat.
- c) La troisième et dernière partie est la session posters. C'est une session informelle où les participants discutent autour des posters amenés par chacun ; c'est une opportunité d'échange d'information technique et de « public relation ».

Il sera demandé à quelques organismes comme WWF, CFSIGE, ANGAP, . . . auxquels seront réservés quelques kiosques, de présenter durant les sessions poster les outils de réalisation et de suivi des E.I.E.

Compte tenu des contraintes horaires des participants, il est acquis que les sessions ne devront pas être longues ; Toutefois, si l'intérêt est évident, une prolongation peut être prévue pour les deux dernières sessions.

Durée proposée : deux heures pour les deux premières sessions. Elle pourra être doublée pour les deux dernières.

3- Session-type :

Les sessions débutent à 10 heures et se terminent à 12 heures 30 avec la session posters.

Taches	Durée	Intervenant
Exposé	15 mn	Personnes ressources Consultants
Question /Réponse	20 Mn	Assistance
Débat	60 Mn	Personnes Ressources
Question / Réponse	30 Mn	Assistance
Session Posters	30 Mn	Assistances / Organismes spécialisés

4- Droit de participation :

Les tables rondes sont organisées à l'intention des consultants et cabinets d'étude. Afin de souligner l'esprit d'entreprenariat (et non l'assistanat) au niveau des acteurs privés, il est proposé d'instaurer des frais de participation de 25.000 Fmg qui reviennent au Projet PAGE.

IV- LES PRESTATIONS A REALISER

Le Cabinet G.L.W. est chargé de :

1- ASPECTS TECHNIQUES (Cf. TDR) :

- 1) Identifier la documentation d'appui pour les participants :
- 2) Proposer au Projet PAGE les listes des participants et personnes ressources :
 - Choix nominatif des personnes ressources à partir de critères définis de commun accord et notamment l'expérience EIE
 - Choix des participants aux discussions
 - Choix de l'assistance (maximum 40)

- 3) Assister techniquement les personnes ressources pour assurer la qualité de la présentation. Le Cabinet pourrait également assurer les présentations.
- 4) Réaliser l'exposé pour la session 1.
- 5) Assurer l'animation des débats.
- 6) Elaborer une base de données des participants sous outlook.
- 7) Assurer le secrétariat lors des 4 sessions
- 8) Etablissement des synthèses et recommandations pour chacune des sessions et pour l'ensemble des 4 tables rondes
- 9) Photo

Le PROJET PAGE assure

1 ASPECTS LOGISTIQUES :

- 1) Mise à disposition de la Salle et Organisation
- 2) Repas et boissons

2 Publicité dans les journaux

ANNEXE 3**La liste des personnes qui se sont manifestées pour le Groupe de travail**

Nom et Prénoms	Contact
Mme Kalo Rasendratsirofo	
Mme Lantosa Ramarojaona	LRamarojaona@wwf.mg
Mme Lalaniriana Rasoanandrianina	Inirina@dts.mg
Mme Andriamboavonjy Evah	032 04 119 84 / (261 20) 22 601 46/47
Mr Robson Hery Lala	gondwana_gems@dts.mg
Mr Guy Razafindralambo	dire@malagasy.com
Mr Mahaleo Ratsarazaka	Phelps Dodge
Mr Levy Rakotoarison	srcd@simicro.mg
Mr Tsaramody Alfredo	Ministère chargé de l'Industrie 22 316 63

ANNEXE 4
Ressource financière disponible pour le groupe de travail

**PREMIERE TABLE RONDE
SUR L'ETUDE D'IMPACT A MADAGASCAR
Du 16 Janvier 2001**

COMPTE RENDU

Extrait

Le 16 Janvier 2001, la première réunion des professionnels de l'étude d'impact s'est tenue à Antananarivo, au Centre d'Etude et d'Application du Génie Rural à Nanisana.

La tenue de cette réunion, répond à une demande formulée depuis un certain temps par le milieu de l'Etude d'Impact à Madagascar.

Un groupe de consultants en étude d'impact sur l'environnement (E.I.E), avec l'appui du Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement (PAGE) a donc initié cette première rencontre.

La réunion a été inaugurée par le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement. Plus d'une centaine de participants a été enregistrée lors de cette demi-journée.

On peut dire que ce fut la plus grande rencontre jamais réalisée à Madagascar à l'intention des acteurs techniques en études d'impact.

LES THEMES

La première partie de la matinée a commencé avec l'exposé, présenté par Monsieur Levy RAKOTOARISON qui a tenté de retracer le chemin parcouru depuis les premières études d'impact et réflexions sur les mécanismes à mettre en place à Madagascar. La présentation fut suivi d'une échange entre les participants.

La Table Ronde proprement dite, sous le thème « Les difficultés techniques rencontrées dans la réalisation des EIE » a dominé la deuxième partie de la matinée. Autour de la table nous avons eu des personnes ressources très averties :

Madame RAMANAMPISOA Lalanirina, Société PDM
Madame MANON Vincelette, Société QIT FER
Madame RAMOMA, CNRE
Monsieur FENO Jean Paul, ONE
Monsieur Guy RAZAFINDRALAMBO, Cabinet DIRE
Monsieur HAVALLE, Société ACB
Monsieur Jesse RANDRIANARISOA, ONG Lâlana
Monsieur TSARAMODY Alfredo, MIA

Les discussions fut animées par Monsieur Levy RAKOTOARISON.

Diverses considérations ont été abordées :

- **le problème des données** : le premier point soulevé par la table ronde fut la disponibilité des données de base en matière d'environnement en général et en EIE en particulier. La problématique des données est à multiple facettes : dans beaucoup de régions on constate un déficit patent en données de base. Les consultants sont donc devant deux alternatives : soit procéder à la collecte des données de base ce qui entraîne un accroissement exagéré du coût des EIE. Soit travailler sur les données existantes avec une qualité très approximative des résultats. Dans la première hypothèse, on peut constater une multiplication des coûts par trois ou quatre ; dans le second on se pose la question de l'acceptabilité des études elles-mêmes.
- **Lié aux données de base, le canevas des EIE** : poser la question des données nécessaires équivaut presque à demander quelle est la norme en matière de réalisation d'EIE. Quel est le niveau de détail ou de sophistication requis ?

Les participants ont demandés divers éclaircissements aux autorités sur ces questions.

- **Les délais** : beaucoup d'acteurs ont soulevé les limites des délais de traitement des dossiers par l'administration
- **Suggestion** : certains participants ont suggéré que les prochaines sessions des ateliers techniques soient organisés. Des centres d'intérêts sont déjà proposés : EIE mines ou tourisme.

LES SESSIONS POSTER

La matinée s'est terminée par une session poster. La session poster a permis à 13 sociétés ou ONG ou centres de présenter leur outils de travail en EIE :

- FTM
- DIRE
- X2Z
- SAVAIVO
- OSIPD
- CNRE
- Université de l'OI
- Cabinet Performance
- La Société Qit Fer
- Ministère de l'Environnement et ONE
- Cabinet Marie Erta
- L'ONG VOARISOA Observatoire

**ANNEXE 1
EXPOSE DE
MONSIEUR LEVY RAKOTOARISON**

HISTORIQUE DE L'ETUDE D'IMPACT A MADAGASCAR

Genèse

Ici comme ailleurs, il est vérifié que les faits précèdent souvent le droit. La pratique de l'EIE a commencé bien avant la mise en place de dispositions réglementaires contraignantes.

Le point de départ de la mise en place de l'étude d'impact à Madagascar fut les années 1987 / 1988. C'était la période de préparation du Plan d'Action Environnementale. A cette époque, les études d'impact étaient un petit chapitre à l'intérieur de ce qu'on appelait « Programme d'Appui ». Le Programme d'Appui englobait toutes les activités horizontales.

Les étapes

Grosso modo, on peut identifier trois phases majeures dans l'évolution des EIE à Madagascar :

- La conception et le lancement du processus
- Le développement des outils et la mise en œuvre
- Le développement institutionnel

La conception et le lancement du processus (1988 – 1992)

La conception et les débuts des EIE s'était déroulés dans un contexte économique-politique particulier : celui du début de la libéralisation économique à Madagascar. En effet, après une orientation socialisme et un repli économique, le pays a décidé de s'engager sur la voie de la libéralisation. Ce fut l'époque du fameux slogan économique du Premier Ministre de l'époque « Samy mandeha samy mitady » dont la traduction libre pourrait être « chacun pour soi ».

Le pays avait adopté une politique destinée à relancer les investissements. On peut citer notamment l'incitation aux investissements à travers deux lois importantes : le code des investissements et les zones franches industrielles.

La mise en place d'une procédure complémentaire et son coût surajoutés aux procédures administratives existantes ou nouvelles (zones franches et code des investissements) divisaient les sphères de décision. La Cellule d'Appui au Plan d'Action Environnementale (CAPAE) organe responsable des EIE (et ancêtre de l'ONE), du fait de sa proximité avec la Présidence de la République puisqu'elle y était rattachée, était tenu de développer une plaidoirie consistante. Je tiens ici à souligner le brio avec lequel le Chef de cette unité répandait cette « bonne nouvelle ».

Deux écoles de pensée s'opposaient : les tenants du laisser faire et laisser aller et ceux qui poussaient l'analyse plus loin et qui militaient pour l'optimisation des retombées de la politique économique en intégrant la variable temps.

Les premiers percevaient cette initiative comme une menace pour la nouvelle orientation en créant une étape complémentaire dont l'utilité était d'ailleurs contestée.

Les autres estimaient qu'il est d'autant plus nécessaire, avec l'accroissement souhaité des investissements afin de s'assurer d'un minimum de protection de l'environnement.

Les propositions de dénomination même de la procédure d'étude d'impact variait au gré de la tendance dominante. Il faut se rappeler que les premières études pour la mise en place des études d'impact ont commencé en 1988 et le premier décret fut adopté en 1992. Durant cette période les

acteurs ont pu étoffer leurs argumentations. On peut relever par exemple une de ces appellations : le « filtrage des investissements ». Celle-ci émanait des purs et durs de la conservation de la nature mais avait rencontré une très vive opposition.

L'expression « Mecie » semblait alors être le terrain du consensus entre les différentes tendances. Pour les uns, elle fut acceptable puisque la notion, présente l'avantage d'inclure, outre l'Etude d'Impact proprement dite, les mesures de politique environnementale, indispensables à l'optimisation de la procédure d'elle-même comme les politiques fiscales, la normalisation environnementale,... On ferait donc d'une pierre, deux coups.

Ce premier pas franchi, il s'agissait de trouver la meilleure formule adaptée au contexte national, caractérisé par une insuffisance des ressources humaines, l'absence de structures spécifiques et surtout la nouveauté de la question.

Le premier texte a donc essayé d'allier efficacité et simplicité. L'objectif était tout d'abord de mettre en place « quelque chose qui marche » compte tenu des moyens disponibles. C'était ainsi que le texte a essayé d'automatiser un certain nombre de mécanismes :

- seuil de déclenchement de la procédure
- un nombre limité de niveau d'intervention (EIE et fiche technique),...

Le développement des outils et la mise en œuvre

A partir de 1992, l'effort a été mis sur deux points particuliers :

- le développement d'une compétence nationale tant au niveau du secteur public qu'à celui du secteur privé à travers des formations spécifiques et un effort de sensibilisation
- le développement des outils juridiques : un programme spécifique a été mis sur pied pour un développement des textes d'application du décret de base. Le travail réalisé est immense. Curieusement, ces textes n'ont jamais pu être adoptés. Je me souviens, par exemple, que lors de ces réflexions sur les textes d'application du décret du 1992, 375 entreprises ont été sollicités. Malheureusement, seulement trois ont répondu.

Au niveau de la pratique, les difficultés d'application résidaient à différents niveaux :

- l'information : malgré les efforts déployés, et malgré le dicton juridique « nul n'est censé ignorer la loi », il apparaissait que les opérateurs ne sont pas toujours au fait des dispositions réglementaires,
- la cohérence des procédures sectorielles, c'est à dire que l'obligation environnementale n'est prise en compte qu'au dernier moment bouleversant par là le planning financier des opérateurs
- l'insuffisance des compétences (cabinets d'étude), techniciens des Ministères,...)

Vers 1995, il est apparu que l'accent devrait être mis sur le développement de l'assise du processus à travers l'appropriation par les secteurs.

Le développement institutionnel (1995)

L'expérience acquise a démontré qu'il est difficile d'envisager une application à grande échelle de la procédure d'EIE sans une traduction interne des outils spécifiques au sein de chaque secteur. Toutefois, il est évident que ceci ne serait faisable que si la politique du secteur elle-même tient compte des contraintes environnementales au niveau conceptuel.

Ces considérations ont conduit aux développements d'une série de réflexions sur la mise en comptabilité des politiques sectorielles : la politique du tourisme compatible avec l'environnement, la politique minière compatible avec l'environnement,...

Parallèlement, des actions de développement institutionnel ont été entreprises comme la mise en place des cellules environnementales des Ministères ou le renforcement des laboratoires.

Cette phase sera dominée par le développement des interfaces entre les secteurs et l'environnement.

Les actions entreprises, et l'évolution du paysage socio-économique ont amené à une nécessaire refonte du texte.

La situation actuelle

Après plus d'une décennie de pratique en EIEI où en sommes nous ? Avant de répondre à cette question, il serait peut être opportun de voir qu'est ce qui a changé.

A mon humble avis l'élément fondamental est constitué par le constat d'une adhésion presque unanime sur la nécessité des EIE.

Si auparavant, la question qui se posait ou plutôt qu'on posait était POURQUOI. Par exemple : pourquoi dois-je faire une EIE ?

Actuellement, on demande COMMENT.

Comment appliquer la procédure de manière régulière ; comment l'appliquer équitablement ; Comment le faire dans les délais raisonnables, comment les faire à moindre coût, comment réaliser une EIE selon un standard acceptable,...

Je pense que le défi pour nous actuellement c'est d'apporter une réponse pertinente à chacune de ces questions.

ANNEXE 3

LISTE DES PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS A LA TABLE RONDE SUR LES EIE LE 16 JANVIER 2001 AU CNEAGR NANISANA

	Institution	Nom	Fonction
1	AMEGES	Mme RABEHARISOA Lilia	Présidente, Enseignante Chercheur ESSA Agri, Chef de serv radioagronomie au Labo des radio-isotopes
2	AMEGES	M.RABENARIVO Michel	Ingénieur agronome
3	AMEGES	Fara Hanitriniaina Jean	Ingénieur agronome
4	AMEGES	M. ANDRIATSIMATAHOMANA Rivo	Ingénieur agronome
5	BIODEV M/car	M. RABENANDRASANA Jean Clarck	
6	BIODEV M/car	M.RANDIMBIVOLOLONA Herinirainy	
7	Cabinet ADAPT	M. Balsama ANDRIANTSEHENO	
8	Cabinet ADAPT	M.RAZAFINDRASATA	
9	Cabinet APB Consulting	M.Pierre BERNARD	Associé Gérant
10	Cabinet BEST	Mme RAZAFIARIMANGA Albertine	
11	Cabinet BEST	M.RAZAKAMANANTSOA Andrianarivo	
12	Cabinet l'Action	Mme RAHAGA RABENITANY Perlive	
13	Cabinet Impact	M.RAMANAMIZAO	
14	Cabinet Marie Erta	M. Hugues RAJAONSON	
15	Cabinet Miaramita	Mme RAHANIVOSON Roselyne	
16	Cabinet Miaramita	M.RAKOTONIRINA Claude	
17	Cabinet Performance	Mme Kalo Flipo RASENDRATSIROFO	
18	Cabinet Performance	Mme Elyette RASENDRATSIROFO	
19	Cabinet SAVAIVO	M. Andry RAKOTOMAVO	
20	Cabinet Sud - Conseil et Stratégie	M.ANDRIANJAFY Haja	
21	CAMGC	M.RASOLOMANANA Eddy	Co-Gérant
22	CCEE Tsimbazaza	M.RAJAONARISAONINA Alphonse	Directeur
23	CICO	M.BOULEVIN Benaivo	Manager
24	CNFTP	Mme RAKOTONIRINA Voahangy	Responsable des suivis et évaluations projet EIE
25	CNFTP	M.RATSIMBAZAFY Vladmir	
26	CNFTP	M.RAMIFEHIARIVO Jacob	Chargé d'études
27	CNFTP	Mme ANDRIAMBOLANORO Hanta	
28	CNRE	Professeur Lala RAKOTOVAO	Directeur de Recherche, Professeur à l'Université Tana
29	CNRE	Me RAMONA	Chercheur (communicateur- médecin)
30	CNRE	Me RAMBININTSOA Saholy	Chercheur (juriste environnement)
31	CNRE	Mme RAVOAHANGY	
32	CNRE	Mme RALALARIMANGA	
33	CNRE	M.RATSIMBAZAFY JP	

34	DINIKA	M.RAKOTONIAINA Patrice	
35	DIRE	Mme RAZAFINDRALAMBO	
36	EMIR Consulting	M.RAJOELISON Andrinirina	Directeur
37	FTHM Conseils	M. RAZAKAMANTSOA Eric	Senior Consultant
38	FTM	M.RAKOTOVAOMANARIVO	
39	FTM	M.RAVELOMANANTSOA Josoa	
40	GERCO	M.RAVONJISON Njara	Directeur Technique
41	GERCO	M.Mahandriray Dorica	Responsable Système d'info géographique
42	MAGRAMA	M.RASAMIZAFINDROSOA Dauphin	Consultant Professeur Polytechnique
43	MADCOM	M.RANDRIAMANDRATO	
44	MINENV	M.RAFALIARISON Jeriniaina	
45	MINENV	DAMA	
46	Ministère Agriculture	M.RAKOTOMAMONJIRAIBE	Responsable Administratif Financier Marketing
47	MSG Multi Services Group	M. RAKOTOARIVONY Haja	
48	MSG Multi Services Group	Melle RANDRIANATOANDRO Saranto	
49	OMNIS	M.VELONARIVO Pascal Clovis	Chef de Département Promotion et Développement
50	ONE	RAKOTOMALALA Fara Vololona	
51	ONE	Mme Mireille	
52	OSIPD	M. RADERT Serge	
53	OSIPD	M.EDMOND Roger	
54	OSIPD	RAKOTOARISON Frederic	
55	Participant indiv.	M.RAKOTOARISOA Zo Hasina	Ingénieur des mines
56	Participant indiv.	M.RABEHARISOA Rija	
57	Participant indiv.	Mme RAHARINORO Eléonore	Etude / Analyse Economique
58	Participant indiv.	Melle Ihanta RAHARIMALALA	Etudiante, DEA Sciences Naturelles
59	Participant indiv.	Maître RAMANGAHARIVONY Gerard	
60	Participant indiv.	Mme RANAIVOSON RATSIMBAZAFY Lantoharisoa	Maitre de Conférence Polytech Vontovorona / Consultante internationale de l'Environnement
61	Participant indiv.	Mme.RAKOTONDRAIBE Josette	Professeur Université - Consultante EIE
62	Participant indiv.	M.RATODISOA Ando Nirina	Etudiant - Filière Batiment Travaux Publics
63	Participant indiv.	M.ANDRIANASOLO Hasina	Etudiant Faculté des Sciences
64	Participant indiv.	M.RAKOTONIRAINY Abel	Ingénieur Agronome
65	Participant indiv.	M.RAKOTOMALALA Julien Roger	Programme Sectoriel de Transport
66	Participant indiv.	M. RASOLOFONIRINA Haga	Cellule Environnementale du MINTOUR
67	Participant indiv.	M. RABE Harimanana	Cellule Environnementale du Min ATV
68	Participant indiv.	M. RAZAFINTSALAMA Lalalison	Cellule Environnementale du MEM
69	Participant indiv.	M. RASAMOELINA Rado Andriamamenosoa	Etudiant en Sociologie

70	Participant indiv.	M.RAZANTSIMBA Gabriel Marie	Professeur Université Tana
71	Participant indiv.	M.RAZAFIARISON Jean Claude	Expert National Peche Morondava
72	Phelps Dodge Madagascar	Mr RATSARAZAKA	
73	PROCHIMAD	M.RABEMANANTSOA Odon	Responsable Technico- Commercial
74	Projet Micro- Finance	Melle Lova RAVAOARIMINO	Direction Projet Evaluation
75	Projet Micro- Finance	Mme Josiane RAKOTOMANGA	Conseiller Secrétaire Exécutif
76	Projet PADAN	M.Abdou SALAME	
77	QIT FER	Mme ANDRIANASOLO Rachel	
78	QIT FER	M.RAVOAVY Toky	
79	SAGETEC	M.RAKOTONIAINA Hery	
80	SRCD	M.Willy RANJATOELINA	Président Directeur Général
81	Ste MADPRO	M. RAKOTOARIVONONA Hery	Consultant
82	Ste MADPRO	M. RAFIDIMANANTSOA Andriamifehy Alfred	Conseiller juridique
83	Ste MADPRO	M. RANDRIAMAMONJY Ferdinand	Consultant juridique
84	TRANSENERGIE Ocan Indien	M. ANDRIANTAVY Hary	
85	Université de l'Océan Indien	Mme.RAHARIMALALA Olga	
86	Université de l'Océan Indien	Mme.RAZAFINDRAHANTA Voahangiarivelona	
87	Université de l'Océan Indien	M.Lucien RAKOTOZAFY	
88	Université de l'Océan Indien	M.ANDRIAMANJAKA Robert	
89	Université de l'Océan Indien	M.Jean Marie	
90	Voarisoa	Mme Hantamalala Evelyne	Coordinatrice
91	WWF	Mme Hary RASOLOFOHARINORO	
92	X2Z	M. RAZAFINDRAKOTO Jaona	
93	X2Z	M.ANDRIANIAINASOLO	
94	Participant indiv.	Mme Marlène RAKOTOMALALA	Professeur Département Biologie Animale Fac Sciences
95	GLW	M.LEVY RAKOTOARISON	
96	GLW	M.GUY RANJATOELINA	
97	GLW	MME FANJA RAHARISON	
98	GLW	M.ANDRY ANDRIAMANJATO	
99	PAGE	M.PHILIP DECOSSE	
100	PAGE	Mme Andriamboavonjy Evah	
101	QMM	Mme Manon VINCELETTE	
102	ONG LALANA	Mr RANDRIANARISOA Hariniaina Jessé	
103	DIRE	Mr Guy RAZAFINDRALAMBO	
104	Min Industr°	Mr TSARAMODY Alfredo	Chef de Service d'Appui Environnemental
106	PDM	Mme RAMANAMPISOA Lalanirina	
107	ONE	Mr FENO JEAN PAUL	
108	AQUAMAS	Mr AVALLE	
109	CABINET DINIKA	Mme Gilbertine RASOARIMINO	

ANNEXE 4 PROGRAMME

TABLES RONDES SUR LES ETUDES D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Les Etudes d'Impacts sur l'Environnement : A l'heure de la mondialisation, l'efficacité se mesure à l'accès aux informations en temps réels. Voulez-vous bénéficier des informations pertinentes ? Souhaitez-vous partager votre savoir-faire ?

Un groupe de praticiens avec le concours d'une institution spécialisée organise une série de « **TABLES RONDES** » **sur les Etudes d'Impact environnemental.**

OBJECTIF : L'événement vise à relancer la dynamique de la circulation des informations spécifiques à Madagascar, seul gage d'une bonne pratique des études d'impact.

Date et lieu : Mardi 16 janvier 2001 au CNEAGR Nanisana

Date limite d'inscription : Jeudi 11 janvier 2001

Frais de participation : 25 000 FMG payable à l'entrée.

PROGRAMME :

9h30 à 9h50 : Arrivée des participants
9h50 à 10h : Discours d'ouverture
10h – 10h15: Exposé (1)
10h15 – 10h35: Débat
10h35 - 11h35 : Table ronde (2)
11h35 – 12h30: Débat
12h30 à 13h : Session Posters
13h – 14h30 : Déjeuner
(pris en charge par l'organisateur)

INFO-CONTACT

Téléphone : 22 632 21 & 22 344 85
Fax : 22 632 19
E-mail : srcd@simicro.mg
Personne contact : Madame Fanja
RAHARISON

- Exposé (1) : Le contexte de l'EIE à Madagascar
- Thème (2) : Les difficultés techniques rencontrées par les consultants et les cabinets pour la réalisation d'une EIE

**DEUXIEME TABLE RONDE
SUR L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL
Du 31 Mai 2001
A NANISANA ANTANANARIVO**

COMPTE RENDU

Extrait

L'ORGANISATION

Le 31 Mai 2001 s'est tenu à Nanisana, Antananarivo, la 2^{ème} Table Ronde sur les études d'impact environnementales.

La rencontre a été ouverte par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, Monsieur EDMOND Roger, après un petit mot de bienvenu par l'animateur, Monsieur Levy RAKOTOARISON.

Cette deuxième édition a choisi le thème général «L'efficacité des EIE vue par les acteurs ».

Par rapport à la première réunion, nous avons apporté une nouveauté : l'organisation de deux ateliers techniques.

Le premier atelier (groupe I), organisé par Messieurs Lalalison RAZAFINTSALAMA et Guy RAZAFINDRALAMBO, était centré sur la problématique minière : « La mise en conformité des exploitations minières existantes et l'élaboration des PREE : comment y arriver ? ».

Le deuxième atelier (groupe II), animé par Madame Kalo Flipo RASENDRATSIROFO et Monsieur Levy RAKOTOARISON, s'était occupé du binôme tourisme-environnement : « EIE des zones d'intérêts touristiques : intérêts ? »

LES DEBATS TECHNIQUES

Les deux ateliers ont permis de discuter sur des points particulièrement importants.

En ce qui concerne le groupe I, les points saillants fut la réflexion autour du cadrage des études d'impacts environnementaux du secteur minier (EIE et PREE, procédure d'évaluation d'un dossier EIE et de PREE, les acteurs concernés, le programme de gestion environnemental, le suivi, ...) d'une part et de la notion de mise en conformité ses similitudes et différences avec l'étude à entreprendre pour les EIE proprement dites d'autre part. En effet, le texte réglementaire est flou sur la question.

Au niveau du groupe II, le débat a notamment porté sur des concepts-clés comme l'étude stratégique. En effet, ce concept se présente comme la base des réflexions sur l'étude de la ZIE. Deux questions majeures ont été discutées : la place, le contenu des EIE de chaque parcelle contenue dans une ZIE qui aurait fait l'objet d'une EIE. Deux éléments se sont dégagés : l'EIE se servira des données et des conclusions de l'étude stratégique de la ZIE comme référence technique ; Toutefois, compte tenu du niveau de détail des données manipulées au niveau de la ZIE, il y aura lieu de « zoomer » sur les éléments que l'étude ZIE aurait mis en évidence. L'importance des dimensions sociales des réflexions autour de l'EIE fut également discutée.

LA TABLE RONDE

La Table Ronde proprement dite a réuni les personnes ressources suivantes :

Monsieur RAZAFINTSALAMA Lalalison,
PRSM

Monsieur RAFOMANANA Georges, Directeur Général
Ministère de l'Environnement

Madame RAZANAMANANA RAKOTOMANANA, Directeur Général
Ministère du Tourisme

Monsieur ANDRIANAIVOMAHEFA Paul, Chef de la Cellule MECIE
ONE

Monsieur RAKOTOVAO Wilfred,
LEMURIA Sarl

Madame RANAIVOARISOA Lala, Maire de la Commune de Tanjombato

Madame Kalo Flipo RASENDRATSIROFO, Département Environnement
Cabinet Performance
Monsieur RAKOTOARISON Levy, Directeur
Cabinet GLW Conseil

Les participants à la Table Ronde et l'assistance ont cerné aussi bien des questions techniques EIE pures que des considérations de politiques environnementales.

Les EIE sont-elles efficaces ? Tel était le thème des discussions.

De premier abord, une observation préalable a été soulevée et développée. Peut-on parler de l'efficacité de l'EIE, si on ne l'applique pas. Des chiffres ont été donnés : dans la circonscription de Tanjombato sur la soixantaine d'unités industrielles, une seule a fait une EIE.

Cette observation soulève une question de fond qui a été posée : existe-t-il une volonté réelle d'appliquer une politique rationnelle de gestion de l'environnement. En relation avec ces considérations, l'incohérence des textes et des jeux des acteurs a été avancée. Un exemple d'affirmation d'une volonté politique a été exposé par le Directeur Général de l'Environnement : la politique relative à l'aquaculture.

Un exemple pourrait être l'empiétement (régulier ou irrégulier) des attributions des différentes administrations.

Au niveau technique, plusieurs interrogations ont été formulées, on peut citer :

- quels sont les outils que possèdent l'Administration pour faire respecter la loi (notamment au niveau de l'application de l'EIE ou des ses recommandations et les cahiers des charges) ?
- qui est compétent pour quoi ?
- que veulent les malgaches (et quels malgaches) ?
- quel est le poids réel de la Commune qui est responsable du permis de construire ?

PROPOSITION

Plusieurs participants ont émis leur souhait pour la constitution du groupe de travail pour approfondir ces questions et éventuellement, proposer des solutions à examiner avec les autorités.

Le Directeur Général du Ministère de l'Environnement a exprimé sa disponibilité pour collaborer à toutes réflexions pertinentes.

L'animateur, Monsieur Levy RAKOTOARISON, s'est proposé pour être secrétaire du groupe de travail. Toute suggestion à cet effet est recevable aux adresses :

M. RAKOTOARISON Levy
21, Rue Fredy Rajaofera Faravohitra
Mail : srcd@simicro.mg – ambato@dts.mg
Tél. 22 632 21

ou

Mme ANDRIAMBOAVONJY Evah
17 Rue Raharinosy Andohalo
Mail : evah@irglttd.mg
Tél : 22 615 31 / 22 615 32

Annexe 1
LISTE DES PARTICIPANTS

LES PARTICIPANTS			
N°	Société	Nom	Titre
1	NASSCO	ANDRIAMBELOMA Harimody	
2	Missouri Botanical Garden	ANDRIAMAHEFARIVO Lalao	Coordinateur de Programme
3		ANDRIAMANDAY Njaka	Consultant indépendant
4	PROJET PAGE	ANDRIAMBOAVONJY Evah	Conseillère en environnement
5	ONE	ANDRIANAIVOMAHEFA Paul	Chef de Cellule MECIE
6		ANDRIANASOLO Hery	
7		ANDRIANJAFY Emmanuelle	
8	MACOMA	DEGRAIN Pierre	
9	Ministère de l'Environnement	EDMOND Roger	Secrétaire Général
10	PROJET PAGE	Philip DECOSSE	Chef de Projet
11	Étudiant en agro	RABEARISOA Jean L.	
12	Missouri Botanical Garden	RABENATOANDRO Johny	Botaniste Résident
13		RABESON Pascal	
14	POLYTECH	RAHARIJAONA Léa Jacqueline	Département Géologie
15	Missouri Botanical Garden	RAHARIMPAMPIONONA Jeannie	Botaniste
16		RAHARINORO Elénonore	
17		RAHOLIJAONA	
18	ENS - APART HOTEL	RAHONINTSOA Elyane	
19	Laboratoire de Chimie & Env.	RAJAONARISON Norovelo	
20	GLW Conseil	RAKOTOARISON Levy	Directeur
21		RAKOTOBÉ Anjaralalaina	
22	ONE	RAKOTOBÉ Tovondriaka	Contrôleur de Gestion
23	PST	RAKOTOMALALA Roger	Conseiller en Environnement
24	MINAGRI	RAKOTOMAMONJINDRAIBE	Suivi Evaluation
25	Ministère du Tourisme	RAKOTOMANANA RAZANAMANANA	Directeur Général
26	SAVAIVO	RAKOTOMAVO Andry	
27	Cabinet NPNM	RAKOTOMIAMINA Philippe	
28		RAKOTONDRAIBE Josette	Professeur à l'Université
29		RAKOTONDRATSIMBA Gilbert	
30		RAKOTONIRAINY Maherisoa	
31	FTM	RAKOTOVAO Manarivo	
32	LEMURIA Sarl	RAKOTOVAO Wilfred	Responsable Environnement
33		RAKOTOVAZAHA Olivier	
34		RALAIVAOHITA Damien	
35	MINAGRI	RALANTONARIVO Razafinoro J.	
36	ONG ECOVERT	RAMANANTSOA Mamy	
37		RAMANITRA Narisoa	
38	WWF	RAMAROJAONA Lantosoa	
39	ONG ECOVERT	RAMBOLATAHIANA Hajasoa	
40	(CNFTP)	RAMIFEHIARIVO Jacob	
41	MINAGRI	RAMINOARIVELO Bodo	Suivi Evaluation
42	Commune de Tanjombato	RANAIVOARISOA Lala	Maire
43	QIT FER	RANAIVOZANANY Rady	Directeur Financier
44	PROCHIMAD	RANDRIAMPERENANARIVO Bosco	Directeur d'Usine
45		RANDRIANARIFETRA Sitrika	
46	ONE	RANDRIANARIVELO Hanitra	
47		RANDRIANARIVONY Solofo	Consultant freelance
48	MEDIASCOPI	RAOELIHARISON Harintsoa	

49	Cabinet PERFORMANCE	RASENDRATSIROFO Kalo Flipo	Chef Département Environnement
50	PHELPS DODGE	RASOANANDRIANINA Lalanirina	
51		RASOARINAINA Holiharisetra	
52		RASOLOMANANA Daniel	Opérateur minier
53		RATODISOA Andonirina	
54	PHELPS DODGE	RATSARAZAKA Mahaleo	
55	GREEN WEST	RATSIMAMANGA Nirina	
56	RADAMA Hotel	RATSIMANDISA Raymond	
57	FTM	RAVELOMANANTSOA Josoa	
58		RAVELONANDRO Pierre	
59		RAZAFIMIZAMILALA Andrée Ann	
60		RAZAFINDRALAMBO (Mme)	
61	DIRE	RAZAFINDRALAMBO Guy	Directeur
62	Cabinet ADAPT	RAZAFINDRASATA Fitzgérald	
63	USAID	RAZAFINDRETTA Josoa	
64	P R S M	RAZAFINTSALAMA Lalalison	
65	PROCHIMAD	RAZANAMAMY Auguste	Responsable carrière
66	Etudiant en agro	ROBSON Hery Lalaina Alisoa	
67	LEMURIA Sarl	SOJAVELO Mamy Tsifitahy (Mme)	
68	OMNIS	VELONARIVO Pascal Clovis	Chef de Département de Promotion et Développement
69	QIT FER	VINCELETTE Manon	

Annexe 2
LE PROGRAMME

**2^{ème} TABLE RONDE SUR LES ETUDES D'IMPACT
SUR L'ENVIRONNEMENT**

Les Etudes d'Impacts sur l'Environnement : A l'heure de la mondialisation, l'efficacité se mesure à l'accès aux informations en temps réels. Voulez-vous bénéficier des informations pertinentes ? Souhaitez-vous partager votre savoir-faire ?

Un groupe de praticiens avec le concours d'une institution spécialisée organise une série de « **TABLES RONDES** » sur les **Etudes d'Impact environnemental**.

OBJECTIF : Créer un espace d'échange d'informations entre professionnels qui s'intéressent au domaine d'études d'impact environnemental.

Date et lieu : Jeudi 31 Mai 2001 au CNEAGR - Nanisana

PROGRAMME :

8h à 8h30 : Arrivée des participants

8h30 à 8h45 Ouverture

8h45 à 9h45: Atelier

Groupe I : Mise en conformité des exploitations minières existantes et élaboration de PREE : comment y arriver ?

Groupe II : EIE des zones d'intérêt touristiques : intérêts ?

9h45 à 10h: Restitution de l'atelier

10h à 11h : Table ronde : L'efficacité des EIE vue par les acteurs

11h à 12h: Débat

12h à 12h15 : Recommandations, suggestions pour la 3^{ème} table ronde

12h 15 à 13h : Session Posters

13h à 14h30 : Déjeuner (pris en charge par l'organisateur)

INFO-CONTACT

Téléphone : 22 632 21 & 22 344 85

Fax : 22 632 19

E-mail : srcd@simicro.mg

Personne contact : Madame Lalasoa

Date limite

d'inscription : Mardi 29 Mai 2001

Frais de participation : 25 000 FMG
payable à l'entrée

Pour les exposants

Tél : 22 615 31 /32

Fax : 22 698 51

E-mail : voahirana@irgltd.mg

Date limite

d'inscription : Mardi 29 Mai avant midi

Frais de participation : 50 000 FMG
payable à l'entrée